

DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

du 19 DÉCEMBRE 2014

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 23 décembre 2014.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 12 décembre 2014.

Présents : Le Maire, Alain LORIGUET, Mme GUIBRET, M. THIBERT, Mme PETITOT, M. VERNEREY, Mme MOUGNARD, M. BARTHOD, Mme HACQUARD, Mme GAUTHIER, M. TROUTIER, M. VERNIER, Mme JEANNERET, Mme BONET, Mme MORGADINHO, M. GILLIARD, Mme ADAM-NORMAND, Mme TRUCHETET, M. ALLAIN, M. VALZER.

Absents excusés : Mme GIGNET (pouvoir à Mme JEANNERET)
M. BLUTEAU (pouvoir à Mme PETITOT)

Madame JEANNERET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Ordre du Jour

Intervention en début de séance de la MSA Franche-Comté pour le projet MARPA

↓ Affaires Générales :

- ⌚ 14.104 Projet de convention portant attribution de titres restaurant
- ⌚ 14.105 Augmentation du temps de travail d'un poste d'adjoint administratif 2^{ème} classe
- ⌚ 14.106 Remboursement de litige assurances
- ⌚ 14.107 Projet de transformation de la poste en Agence Postale Communale (*ajournée - en attente de complément*)

↓ Domaine de l'Urbanisme - Travaux - Environnement

- ⌚ 14.108 Avenant à la convention d'adhésion au Conseil en Énergie Partagé (CEP)
- ⌚ 14.109 Projet de règlement du cimetière de la Commune (*ajournée - en attente de complément*)

↓ Domaines des Finances - de l'Économie et de l'Emploi

- ⌚ 14.110 Budget Communal : décision modificative n° 4

↓ Questions diverses

- ⌚ Rapport de délégation du Maire

Affaires Générales :

14-104 Projet de convention portant attribution de titres restaurant

L'article 71 de la loi N° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la Fonction Publique, en qualifiant l'action sociale de dépense obligatoire, impose à toutes les collectivités territoriales et à leurs établissements publics, de mettre en œuvre au bénéfice de leurs agents des prestations sociales. Par contre, le montant des dépenses à consacrer à l'action sociale, les prestations à mettre en place, le mode de gestion de ces prestations relèvent du libre choix des collectivités.

L'action sociale est aussi un outil de management et de gestion des ressources humaines. Elle contribue également à une amélioration sensible des conditions de vie des agents publics et de leur famille, notamment dans le domaine de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs.

Conformément à l'article 25 de la loi N° 2001-2 du 3 janvier 2001, l'attribution des titres restaurants entre dans le cadre légal des prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, distinctes de la rémunération et des compléments de salaires. Les titres restaurants sont attribués indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir.

Le titre restaurant est un titre de paiement servant à régler une partie du repas et il représente une participation de l'employeur au déjeuner de ses salariés pendant leurs jours de travail.

Le maire précise que l'attribution de titres restaurant représente une aide directe à l'agent, exemptée de charges sociales et fiscales.

Le conseil municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité :

- d'instaurer la mise en place des titres restaurant à partir du 1^{er} janvier 2015 au bénéfice du personnel communal de la Mairie de THISE,
- d'attribuer cette prestation au personnel titulaire, stagiaire ou contractuel (CDD de 3 mois ou plus consécutifs), dès lors qu'ils en font la demande à raison de 10 titres restaurant maximum par mois (soit 120 titres maximum par an),
- de fixer la valeur faciale du titre restaurant à 8€00 et la participation de la mairie à 50% de la valeur du titre,
- d'autoriser le maire à signer la convention de prestation de services avec le prestataire de service retenu ainsi que tous les documents afférents à cette décision,
- que les crédits suffisants seront inscrits aux comptes correspondants de la section de fonctionnement du budget communal.

14-105 Augmentation du temps de travail d'un poste d'adjoint administratif 2^{ème} classe

Monsieur le maire explique aux membres du conseil municipal qu'il va procéder à la réorganisation du service administratif de la commune, afin d'en optimiser la qualité.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 3 octobre 2014, un poste d'Adjoint administratif 2^e classe à temps non complet a été créé (21 heures par semaine).

Monsieur le maire propose de porter le temps de travail de ce poste à 35 heures hebdomadaires, soit à temps complet.

Après en avoir délibéré à 21 voix pour et 2 abstentions, le conseil municipal accepte cette disposition.

14-106 Remboursement de litige assurances

Monsieur le maire rappelle qu'il s'agit du remboursement de 2.090,40 € lié au sinistre impliquant un VTM qui a percuté un candélabre rue des bruyères en mai 2014.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal accepte ce remboursement.

Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement**14-107 Avenant à la convention d'adhésion au Conseil en Energie Partagé (CEP)**

Monsieur le maire rappelle la double importance, financière et écologique, de la maîtrise des consommations d'énergie et ce, pour les collectivités territoriales de toutes tailles. Or, le plus souvent, les moyens et outils en matière de gestion énergétique peuvent faire défaut. C'est partant de ce constat que la CAGB propose depuis septembre 2011 un service commun "Conseil en Economie Partagée".

La convention d'adhésion des communes a été établie pour 3 ans et touche maintenant à sa fin. Il est proposé au conseil municipal de la proroger par avenant jusqu'au 31 décembre 2016, les autres dispositions restant inchangées.

Pour rappel, à destination des 21 communes qui y ont adhéré, ce service a permis de proposer notamment :

- des visites de bâtiments ;
- des optimisations tarifaires ;
- des diagnostics en matière d'éclairage public avec propositions d'action et de travaux.

Ces actions sont financées par la CAGB, la région Franche Comté, l'ADEME et par les communes bénéficiaires à hauteur de 0.5 € par habitants et par an.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

- adopte cet avenant ;
- autorise Monsieur le maire à signer cet avenant et tout document y afférent.

14-108 Budget communal : décision modificative n°4

Monsieur le Maire propose l'ouverture des crédits suivants :

Article budgétaire	Dépenses		Recettes	
	Majoration	Minoration	Majoration	Minoration
DF 6811-042 dotations aux amortissements	+ 6 926 €			
DF 023 virement section investissement		- 6 926 €		
RI 28135-040			+ 6 926 €	
RI 021 virement section fonctionnement				- 6 926 €

Après en avoir délibéré, la présente délibération est adoptée par le conseil municipal à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé la séance du 19 décembre 2014 est levée à : 23h40.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n° 14-104	Projet de convention portant attribution de titres restaurant : unanimité
♦ Délibération	n° 14-105	Augmentation du temps de travail d'un poste d'Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe : 21 voix pour, 2 abstentions
♦ Délibération	n° 14-106	Remboursement de litige assurances : unanimité
♦ Délibération	n° 14-107	Avenant à la convention d'adhésion au Conseil en Énergie Partagé (CEP) : unanimité
♦ Délibération	n° 14-108	Budget Communal : décision modificative n° 4 : unanimité

SIGNATURES :

Marie ADAM-NORMAND		Loïc ALLAIN	
Bernard BARTHOD		Christian BLUTEAU	XXXXXXXXXXXXX
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER		Cécile GIGNET	XXXXXXXXXXXXX
Jean-Claude GILLIARD		Laurence GUIBRET	
Sophie HACQUARD		Thibaut HEQUETTE	
Sylvie JEANNERET		Alain LORIGUET	
Manuela MORGADINHO		Martine MOUGNARD	
Marie-Pierre PETITOT		Philippe THIBERT	
Denis TROUTIER		Geneviève TRUCHETET	
Claude VALZER		Claude VERNEREY	
Nicolas VERNIER			